

Belgique

« Ni F-35, ni Rafale ! »

Depuis deux ans, le gouvernement belge a mis sur la table le renouvellement de sa flotte d'avions de combat, composée de F-16 de fabrication US, considérés comme dépassés dans une dizaine d'années.

La première annonce a été faite en 2016 : 34 chasseurs bombardiers allaient être acquis, pour un montant de 15 milliards d'euros. Les protestations ont été immédiates venant notamment des organisations pacifistes, anti-guerre, et celles qui se battent contre les armes nucléaires, qui ont également mis en avant le fait que cette dépense était décidée en même temps qu'un sévère plan d'austérité qui frappait prioritairement les couches populaires. Un collectif d'organisations s'est mis en place pour dénoncer ce choix qui arrime la Belgique au mouvement général de la course aux armements, relancé par l'impérialisme US. Elles ont été la colonne vertébrale de la mobilisation internationale à l'occasion du sommet de l'OTAN, à Bruxelles en mai 2017, auquel a participé Trump (voir La Forge 585, juin 2017). L'armée de l'air belge est équipée depuis les années 70 de F-16 (produits par General Dynamics, devenue

depuis Lockheed Martin). Sur les quelque 60 avions actuellement en service, 48 sont mis à la disposition de l'OTAN. Cet avion de combat, le plus vendu dans le monde, symbole de la puissance militaire étasunienne, équipe une grande partie des armées des Etats membres de l'OTAN. Il a la capacité de larguer une bombe nucléaire US, ce qui fait qu'il est un élément-clé de la dissémination par l'OTAN des armes nucléaires, stockées sur des bases, comme celle de Kleine Bogel en Wallonie.

Le Pentagone propose des « achats groupés » aux Etats membres de l'OTAN, moyennant des rabais sur le prix de vente unitaire, des coopérations industrielles avec des entreprises « locales », notamment dans le domaine de la maintenance et des améliorations apportées aux avions. C'est le F-35 de Lockheed Martin qu'il a retenu pour équiper l'armada de guerre US et il le propose actuellement aux différents Etats. Les gouvernements des Pays-Bas, du Danemark, de Norvège se sont déjà porté acquéreurs de cet avion dont le coût ne cesse de grimper et qui connaît des problèmes technologiques.

En Belgique, la date limite pour

déposer une offre était fixée à septembre. Le gouvernement a annoncé qu'il n'y avait que deux candidats qui avaient déposé une offre dans les délais : le F-35 et l'Eurofighter du consortium Airbus - BAE (Royaume-Uni) et Finmeccanica (Italie). Le Rafale est en mesure d'emporter et de larguer un engin doté d'une tête nucléaire, mais il ne peut qu'emporter l'ASMP-A, le missile air-sol « de moyenne portée » fabriqué par MBDA, filiale d'Airbus - BAE, ce qui est un « handicap ».

« Une offre trop belle pour être vraie ? »

Dassault n'a visiblement pas renoncé au marché belge. Il peut compter sur la ministre Parly qui fait la promotion des armes « made in France » dans le monde entier, comme l'a fait hier Le Drian. Elle vient d'annoncer que l'achat du Rafale devrait « générer 20 milliards de retombées économiques pour les industries belges sur vingt ans et maintenir plus de 5 000 emplois » (source : le journal flamand *De Tijd*). Cette offre de « partenariat stratégique et économique », qui « sort du cadre de l'appel d'offres »,

selon les partisans de l'achat du F-35, est « trop belle pour être vraie », selon le ministre de la défense belge qui, de surcroît, met en avant des considérations de rivalités entre régions wallone (où sont concentrées les entreprises qui travaillent avec Dassault) et flamande.

Parly a justifié la proposition en mettant en avant « l'excellente collaboration dans l'armée de terre », dans le cadre du programme de modernisation des blindés « scorpion ». Autrement dit, les dirigeants français proposent à la Belgique une intégration plus poussée dans le domaine de l'armement. Cette collaboration, toujours justifiée par la « défense de l'emploi », s'inscrit dans la vaste restructuration du secteur de l'armement au niveau européen et mondial. Dans ce secteur comme dans tous les secteurs économiques, l'emploi n'est qu'une « variable d'ajustement » et les plus gros monopoles continuent à supprimer des postes de travail, alors même que leurs carnets de commande sont pleins.

Nous devons soutenir le mouvement en Belgique, qui se bat contre la militarisation et les achats d'armes pour les guerres impérialistes et dire, avec lui, « ni F-35, ni Rafale » ! ★

De Barkhane au G5-Sahel

L'impérialisme français en grandes difficultés

Macron était à Niamey le 23 décembre, Florence Parly, ministre de la Défense, était à Tessalit au nord du Mali, le 31. Tous deux ont fait l'éloge de l'opération Barkhane qui aurait fait « flétrir les djihadistes ». Ce satisfecit ne résiste pas à l'analyse. Si l'impérialisme français a porté sur les fonds baptismaux le G5-Sahel et si ses dirigeants s'agitent frénétiquement pour en trouver le financement, c'est précisément parce que Barkhane est un échec cuisant et coûteux. Non seulement le djihadisme n'a pas reculé au Mali où il frappe aujourd'hui toutes les régions, mais l'insécurité déborde sur les pays limitrophes, surtout au Burkina-Faso et au Niger. Face à de petits groupes de terroristes convertis à la guérilla et qui se fondent dans la population, l'armée française révèle son vrai visage : une armée d'occupation et d'agression. Dans les pays du Sahel, dirigés par des cliques réactionnaires, tout opposant est traité de terroriste, et l'armée française apparaît comme complice, ce qui la discrédite aux yeux des populations.

En créant le G5-Sahel, l'impérialisme français cherche à « africainer » la guerre, à rendre les soldats maliens, burkinabè, nigériens, mauritaniens, tchadiens, seuls responsables de la

répression, des embuscades, des bavures : à la fois chair à canons et bouc-émissaires.

Premières opérations conjointes

Pourtant, comme Macron le déclare, « ce n'est pas une stratégie de sortie. C'est même l'inverse ». Selon lui, « il n'est pas question pour la France de retirer des troupes aujourd'hui », mais il les voudrait moins visibles, présentes surtout au niveau du commandement et du contrôle. Début novembre, ont eu lieu les premières opérations conjointes sur le terrain, dans la région stratégique des trois frontières entre le Mali, le Burkina Faso et le Niger. Chacun de ces trois pays a fourni environ 250 soldats. Sur zone, ce sont les officiers de Barkhane qui ont installé un poste de commandement tactique et qui ont organisé les manœuvres ; ce sont les 180 soldats français qui se sont occupés des opérations de déminage. Le manque de matériel a été manifeste : peu de véhicules blindés ; certains soldats ne portaient pas de gilet pare-balles. Le bilan est édifiant : manque de coordination, manque de matériel, rôle déterminant des militaires français sans qui le G5-Sahel

n'a pas d'existence propre. Selon un responsable de cette première action conjointe, le but n'était pas d'être efficace mais de « montrer que ça marche ». Il y a donc peu de chance pour que le G5-Sahel soit rapidement opérationnel et qu'un terme soit mis à l'opération Barkhane.

Appel à l'UE et à d'autres prédateurs

Une des raisons de la lenteur de la mise en place du dispositif est le problème de l'équipement. Dans un premier temps, Macron a fait le forcing pour que le G5-Sahel porte les couleurs de l'ONU et bénéficie donc d'un financement international. Il s'est heurté à un refus américain (cf. *La Forge* de décembre 2017), mais vient malgré tout d'obtenir que la MINUSMA puisse apporter une aide logistique au G5-Sahel (1). Pour réunir les 400 à 500 millions nécessaires à la création du G5-Sahel, la France a organisé le 13 décembre le sommet de la Celle-Saint-Cloud. Macron a réuni autour de lui des dirigeants des 5 pays concernés, les représentants de l'UE dont Merkel, ainsi que des émissaires des Etats-Unis, d'Arabie saoudite et des Emirats arabes unis. Officiellement, l'impérialisme fran-

çais met sur la table 8 millions d'euros. L'UE s'est engagée pour 50 millions. Idem pour les USA qui ont finalement décidé de jouer leur propre carte plutôt que celle de l'ONU. L'Arabie saoudite a promis 100 millions et les Emirats arabes unis, 30 millions. Le 23 février, un autre sommet de donateurs, beaucoup plus large, est prévu à Bruxelles car le compte n'y est toujours pas.

Les difficultés à réunir les fonds témoignent des limites rencontrées par l'impérialisme français. Pour pouvoir continuer à dominer et à exploiter les peuples du Sahel, il est contraint d'ouvrir la porte de son ex-pré-carré à d'autres rapaces comme les USA, déjà bien implantés au Niger, l'Allemagne, présente au Mali, et l'Arabie saoudite qui fournit aux pays du Sahel mosquées et prédateurs. ★

Solidaires des peuples africains, nous condamnons fermement cette politique : troupes françaises hors d'Afrique !

(1) Forte de 14 000 hommes, la MINUSMA opère au Mali pour le compte de l'ONU, officiellement pour appuyer le processus politique et aider au rétablissement de l'autorité de l'Etat malien.